

## LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : [geo2000.org](http://geo2000.org)

N° 75 – MAI 2010

SOMMAIRE :

**P.2**

**Editorial**

**Raymond Douyère**

**P.3**

**« Le Liban en dehors de la crise »**

**Riad T. Salamé, Gouverneur de la Banque Centrale du Liban**

**P.8**

**« La social-démocratie a-t-elle encore un avenir en Europe et dans le monde ? »**

**François Hollande**

**P.12**

**« CO2 : un mythe planétaire ? »**

**Christian Gerondeau**

# Editorial

## Par Raymond Douyère

---

Du grand désordre économique actuel dans le monde, s'accompagnant plus particulièrement en France d'un désarroi de la population et d'un désamour des élites politiques, il nous semble utile de dégager les thèmes de trois débats :

- 1- peut-on éviter les crises économiques ?
- 2- que faut-il faire pour assurer une croissance durable ?
- 3- quel système politique est-il à même de réussir cette gageure ?

Eviter les crises économiques était il y a quelques mois le thème majeur des débats du G20. Les résultats obtenus semblent bien ténus, quand on voit les profits insolents réalisés dans la sphère financière comme s'il n'y avait pas de crise !

Les maigres avancées sur la limitation des bonus s'accompagnent de la découverte ces jours-ci du rôle de la banque Goldman Sachs dans le déclenchement de la crise des subprimes et la spéculation éhontée à laquelle cette même banque s'est livrée !

La volonté politique réelle du Président Obama de réformer la sphère financière devra s'accompagner d'une grande opiniâtreté pour espérer parvenir à un résultat tangible. Espérons que tous les membres du G20 seront eux aussi à l'unisson du Président américain !

Les doutes nous assaillent quand nous observons la crise de financement de la Grèce et la mauvaise volonté européenne, surtout allemande, de parvenir à une solution équitable et solidaire. Je me permets, sans révéler de secret d'Etat, de dire que dès 2002 au Conseil de la Politique Monétaire où je siégeais, nous nous inquiétions de la mauvaise qualité des statistiques grecques et de la nécessité pour Eurostat de renforcer ses contrôles. Une des solutions que j'ai avancée pour éviter les crises, et dont je persiste à croire qu'elle est nécessaire, est la séparation des banques d'investissement et des banques de détail. Le tout devant s'accompagner de la mise en place d'agences de notation publiques et non privées.

Une croissance durable est, semble-t-il, la condition pour que nos petits-enfants et les générations futures profitent d'une planète où il fera encore bon vivre. A l'opposé des adeptes de la décroissance, il nous faut sans cesse décrypter et analyser tous les rapports scientifiques qui sont réalisés afin de déterminer dans un esprit critique les marges de manœuvre dont nous disposons. Les méfaits dus à l'action des hommes devant aussi être compensés par les progrès scientifiques que ces mêmes hommes sont susceptibles de concevoir.

L'éruption du volcan islandais Eyjafjöll est venue très opportunément rappeler à tous que la nature est plus forte que l'homme et qu'à l'échelle du temps celui-ci compte pour peu !

C'est plus dans le domaine d'un commerce équitable et d'action de développement équilibrés que l'humanité trouvera sa véritable finalité et la pérennité de la planète.

Quel système politique est-il à même d'associer résolution des crises et développement durable ? Tous les systèmes politiques ont, semble-t-il, des avantages et des inconvénients.

En revanche, une constante semble partout certaine, c'est qu'il n'y a véritablement progrès possible pour l'homme que s'il y a démocratie. Une démocratie exigeante sur les droits et devoirs du citoyen. Et malgré les insuffisances des démocraties occidentales, j'ai la faiblesse de croire que " la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen rédigée par l'Assemblée nationale constituante en 1789 ", représente encore, à ce jour, ce qu'il y a de mieux en la matière.

A nous d'être vigilants sur nos systèmes politiques, partout dans le monde, pour que l'humanité progresse encore ...

*R.D.*

## « LE LIBAN EN DEHORS DE LA CRISE »

### Avec M. RIAD T. SALAME, GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DU LIBAN

---

**Le mardi 12 janvier, Géostratégies 2000 accueillait, dans les salons du Sénat, M. Riad Salamé, Gouverneur de la Banque Centrale du Liban depuis 1993. Cet éminent financier, récompensé par de nombreux prix internationaux, nous a démontrés comment un pays au destin mouvementé comme le Liban, avait réussi à traverser sans difficultés les graves désordres financiers mondiaux de l'an dernier. Il a détaillé les principes de rigueur et de transparence, piliers de la stratégie de la Banque Centrale, et a appelé de ses vœux une stabilité politique durable, gage de prospérité et d'une confiance indispensable.**

La Banque Centrale du Liban a apporté la stabilité dans un pays meurtri par les guerres internes et les assassinats, elle a toujours affiché sa volonté de rebâtir et sa réussite mérite toute notre attention, lance, d'entrée de jeu, M. Riad Salamé. La crise internationale, à laquelle le Liban a échappé, n'est pas due seulement aux effets de levier et à la spéculation. Elle vient aussi d'un éloignement des valeurs morales, à une course au profit des institutions financières, qui ne prêtent guère d'attention aux liquidités des produits achetés, ni à leur valeur réelle. Aux Etats-Unis, le développement excessif des crédits, avec des taux d'intérêt proches de zéro, est directement lié aux attentats de septembre 2001. Il fallait absolument relancer l'économie et ce modèle satisfaisait tout le monde. Les actions grimpaient, tout comme le bonus des directeurs et des opérateurs. Et les politiciens s'en réjouissaient. Mais, ceci a entraîné des bulles immobilières et mobilières. D'ailleurs, remarque Riad Salamé, dès le début de la crise des subprimes, il n'y avait plus de liquidités dans le secteur bancaire. Le Liban, au contraire, a affiché une grande vigilance, basée sur le financement de l'économie et non pas la spéculation. Dès août 2004, une circulaire interdit aux banques de placer des fonds propres dans les subprimes. Car, pour nous, une banque doit impérativement connaître ses clients et les risques inhérents. Or, dans ce cas, elle aurait donné du crédit à des entités inconnues, qui elles mêmes avaient racheté des dettes dont elles ignoraient l'origine. Il n'y a donc jamais eu d'instrument toxique dans les banques libanaises, se réjouit Riad Salamé, avant de revenir en détail sur les principes qui régissent le modèle bancaire.

**VIGILANCE ET PRUDENCE**

Tout d'abord, il leur faut un coefficient de solvabilité de 12%, et 30% de liquidités dans leur bilan. Nous leur permettons d'utiliser 70% de leurs fonds propres. Les 30% restants sont partagés, à part égale, entre les réserves et le bilan. Le crédit immobilier est également règlementé. Une directive leur impose de ne pas prêter au-delà de 60% de la valeur du produit acheté. Presque partout ailleurs, et notamment à Dubaï, les fonds propres exigés oscillent autour de 5%, contre 40% chez nous ! Depuis 1995, nous leur demandons également une provision générale, d'environ 1%. On limite ainsi les effets de levier, du fait de la présence de liquidités suffisantes. Les activités des produits dérivés et des fonds d'investissement sont aussi sous contrôle. La Banque Centrale, qui a réuni sous sa coupe, l'autorisation donnée aux banques, aux sociétés financières et aux courtiers, dispose donc d'une excellente visibilité sur l'ensemble du système financier, reconnaît Riad Salamé. Par ailleurs, ce sont souvent les activités hors-bilan qui ont été sources d'ennuis pour beaucoup, notamment la Citibank. Or, au Liban, nous avons opté pour le rattachement de ces activités aux fonds propres de la banque. De même, nous avons séparé, par le biais du capital et de la gestion, la banque commerciale (qui accorde des crédits et préserve l'épargne) et la banque d'investissement. Les deux associées engendrent automatiquement de la vulnérabilité, puisqu'elles ne font pas le même métier. Nous conseillons aussi à nos banques de ne pas distribuer plus de 25% de leurs profits en dividendes (exceptionnellement, cela peut aller jusqu'à 40%). Ainsi, il y a plus de capital, et donc, plus de sécurité. Tous ces principes de prudence ont porté leurs fruits, se félicite Riad Salamé. Nos banques ont multiplié leurs fonds propres par 100 en seize ans. Ils sont actuellement de 8 milliards de dollars, contre 100 millions en 1993.

### **UN AVENIR PROMETTEUR**

Depuis une réforme de la loi sur la propriété des actions, voilà dix ans, les actionnaires sont traités sur un plan d'égalité, qu'ils soient libanais ou non. La Banque Centrale peut s'opposer à un actionnaire, s'il possède plus de 5% du capital, mais cette clause n'a jamais été utilisée, grâce à un dialogue efficace. Elle supervise aussi toutes les holdings, même étrangères. C'est indispensable, car elles influencent la réputation de la banque. La qualité des hommes qui sont propriétaires et dirigent est essentielle, elle joue un rôle sur la stabilité du système. Depuis 2002, les problèmes de crédits douteux ont été résolus, et notre portefeuille est sain. Les banques peuvent continuer à payer des intérêts aux déposants et à gagner de l'argent. Les profits devraient croître de 10%. Conséquence, les fonds reviennent vers le Liban, la confiance est là. Il n'y a jamais eu de faillite dans notre pays. Nous n'avons pas eu besoin de rassurer en disant que les dépôts seraient garantis. D'ailleurs, ironise Riad Salamé, cette approche n'est pas un gage de sûreté, comme on a pu s'en rendre compte en Islande. Parallèlement, le secteur bancaire libanais se développe. Il y a désormais un de nos établissements dans chaque pays arabe, en Europe, et de plus en plus, en Afrique. Nous avons ouvert des possibilités d'investissement sur les places étrangères, mais limités à 50% des fonds propres. Nous avons également une Banque islamique, encore balbutiante (seulement 1% du marché). Depuis 1993, notre monnaie, la livre libanaise, est stable. Le pays n'a jamais eu recours au FMI, ni au Club de Paris. Nous avons laissé au marché le soin de régler les taux d'intérêt. Ils ne sont donc pas artificiellement bas et n'encouragent pas la spéculation.

### **TRIOMPHER DES VULNERABILITES POLITIQUES**

Malheureusement, cette belle santé financière n'empêche pas l'instabilité politique, déplore Riad Salamé. En 2005, Rafik Hariri, le Premier Ministre, a été assassiné. En 2006, le conflit avec Israël a entraîné un blocus économique et en 2007/08, le pays, divisé intérieurement, a souffert d'un vide présidentiel de plusieurs mois, tout en menant une guerre contre les mouvements terroristes. En dépit de ce contexte, le Liban affiche une croissance économique de 7% et un taux d'inflation de moins de 3%. La balance des paiements est excédentaire de 6 milliards, et les actifs ont vu leurs prix augmenter, en dépit de la crise. Nos vulnérabilités sont politiques et sécuritaires, mais le Liban doit saisir les

opportunités qui se présentent. Les entreprises peuvent voir leurs projets financés, nous bénéficions d'une bonne notation, notre risque pays baisse sur les marchés, la dette publique a régressé (de 185% à 150%, voire 140% en 2010). C'est encore un endettement important, mais qui n'est plus très loin des autres Etats, donc pas un réel problème à moyen terme. Nous devons surtout porter nos efforts sur la réduction du déficit public. Il faut aborder la sortie de crise avec réalisme, conclut Riad Salamé. Elle se fera aux dépens du pouvoir d'achat, car l'inflation a de fortes chances de resurgir. Elle a toujours été la taxe la moins contestée dans ces périodes de reprise, et elle a l'avantage de diminuer la charge de la dette...

**Cet exposé très documenté a captivé l'auditoire et a ensuite fait place à un débat animé, comme à l'accoutumée, par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.**

**Jean-Louis Pierrel (Responsable relations universitaires IBM France – Secrétaire Général adjoint G2000) :** *La rigueur dont vous avez fait preuve ne sera-t-elle pas un handicap pour alimenter la reprise ?*

**François-Xavier Martin (Président de Crédit X-Mines – Secrétaire Général et Trésorier de G2000) :** *Est-ce l'instabilité gouvernementale qui vous a permis d'avoir les mains libres pour mettre en place une régulation aussi « musclée » du secteur bancaire ?*

La rigueur n'a pas empêché l'expansion des crédits. La croissance a été de 8%, et les crédits destinés au secteur privé ont explosé de 15% en 2009. Nous encourageons les crédits ciblés, dans les domaines économiques et sociaux. Par exemple, pour l'achat d'appartements que l'on va habiter, pour financer des études universitaires, pour promouvoir l'environnement.

Avant tout, je veux réaffirmer que notre Banque Centrale est indépendante. C'est la seule dans toute la région et elle a une réelle marge de manœuvre.

**Luc Debievre (Administrateur. Directeur Général Bank Audi Saradar) :** *Comment les principes que vous venez d'évoquer, pourraient-ils être plus pris en compte par les agences de notation ?*

Les agences de notation avaient connu la même débâcle, lors des crises en Asie, en Amérique Latine et en Europe de l'Est. Toutefois, elles sont toujours suivies par les marchés. On devrait leur interdire leur service de conseil, cela redonnerait plus d'objectivité.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :** *Ces agences ne devraient-elles pas être plus indépendantes ?*

C'est un débat. Si elles passaient dans l'orbite gouvernementale, d'autres influences joueraient.

**Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées au Sénat) :** *La Banque Centrale a-t-elle été informée du déroulement des transactions pour former le gouvernement ? Avez-vous été associé à l'évolution politique ?*

Nous avons suivi tout cela de très près. Le Président de la République et le Premier Ministre nous informent régulièrement. Il faut une stabilité des institutions. Les dernières élections et la victoire du Mouvement du « 14 Mars », ont été déterminantes pour l'indépendance du Liban. Ce mouvement constitue toujours une majorité, mais il y a une liberté d'action pour les différents partis qui le composent. Le Liban est aussi influencé par le contexte régional, il doit toujours avoir recours au compromis. En ce moment, l'environnement est plus calme, le Parlement fonctionne à nouveau, un gouvernement a été formé. Il faut profiter de cette trêve et espérer que cela rejaillira sur l'économie.

**Général de Lacroix de Vaubois :** *Pouvez-vous nous dire un mot sur l'apport de la population libanaise à l'étranger ?*

Le Liban bénéficie de transferts importants, environ 7 milliards de dollars, soit 25% de notre PIB. Cela représente une forte contribution pour l'économie libanaise. La Banque Centrale a réussi à créer un climat de confiance, tous les partis politiques le reconnaissent. Les banques libanaises font preuve de beaucoup de professionnalisme. C'est un pays coopérant dans la lutte contre le blanchiment. L'appréciation de la livre libanaise est aussi une marque de confiance. Il y a eu une poussée des dépôts, de 7 milliards de dollars en 1993 à 100 milliards actuellement. A l'étranger, le dépôt de nos banques est d'environ 35 milliards.

**Christophe Bouchez (Avocat à la Cour – Cabinet Veil Jourde) :** *La Banque Centrale joue-t-elle un rôle dans le contrôle et la lutte contre le blanchiment ? Dans la coopération judiciaire internationale ?*

Nous appartenons aux différentes organisations internationales et menons plusieurs actions, concernant le financement du terrorisme, l'argent de la drogue. Nous pouvons lever le secret bancaire dans des cas qui s'y rapportent. Egalement pour les affaires de délits d'initiés. Cette politique de transparence a beaucoup servi le Liban.

**Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) :** *Vous avez séparé la banque d'investissement et la banque commerciale. Qu'en pense la communauté internationale ?*

Il n'y a pas de projet international en ce sens, pour le moment. Pour ce qui nous concerne, nous pensons qu'il est beaucoup trop tentant de laisser un banquier d'affaires avoir accès à la trésorerie d'une banque commerciale, et qu'il faut donc séparer ces activités.

**Guillaume Daupeyroux (Le Nouvel Economiste) :** *Quel est le meilleur avantage comparatif du secteur au Liban en terme de stratégie de placement financier ? Quelles sont les principales destinations de l'investissement des banques libanaises aujourd'hui et à moyen terme ?*

Le Liban a besoin d'infrastructures. Dans le domaine de l'énergie, le secteur de l'électricité (qui représente 4% du PIB) doit être réformé, avec plus de place pour des acteurs privés. Il faut aussi investir dans le secteur de l'eau, qui est l'une de nos grandes richesses, et plus globalement dans l'environnement. Nous avons une façade sur la mer, mais elle est polluante. Nous devons développer des usines pour le nettoyage des eaux usées, restaurer la pêche, séduire les touristes. Ces projets représentent à peu près 16 milliards de dollars de financement. Les Banques libanaises financent également des projets hors de nos frontières.

**Raymond Douyère :** *La finance islamique constitue 10% de l'épargne mondiale. Bientôt, peut-être, ce sera 25%. Comment percevez-vous cette évolution ?*

C'est un produit ethnique et de plus en plus de personnes s'y intéressent. Il est difficile à cerner, car il n'y a pas de règle universelle. Au Liban, une loi générale essaie de nous protéger des risques inhérents à ce produit. Nous demandons un capital et des réserves élevées. Mais, nous-mêmes, ne nous immisçons pas dans les produits vendus. L'Université française du Liban propose un programme de formation qui peut se révéler très utile. Les banques islamiques ont beaucoup perdu pendant la crise, car elles avaient investi fortement dans l'immobilier. Par rapport à l'ensemble de la finance, leur part est encore très modérée. Au Pakistan, elles ne dépassent pas les 5% du marché.

**Malika Sorel-Sutter (Membre du Conseil d'administration de Géostratégies 2000) :** *Pourriez-vous détailler les risques de la finance islamique ?*

Pour le client, le risque est lié à une mauvaise gestion et stratégie de la banque. Pour nous, le régulateur, nous déplorons un manque de transparence. Cela fait peser un risque sur notre réputation et sur nos liquidités. Pour y parer, nous exigeons un capital et des réserves importantes.

**Guy-Michel Billard (IG-IGAS) :** *La Banque de France vient de vendre 600 tonnes d'or (pour un stock de 3000 tonnes) dans de très mauvaises conditions. Comment se décide ce genre d'opération dans une banque centrale ?*

Le Liban ne possède pas de ressources naturelles. Il doit donner un appui psychologique à sa monnaie, et donc garder son stock d'or. Cette configuration est différente pour les USA et l'Europe. Au contraire, en ce moment, l'Inde achète de l'or. Chaque pays suit la stratégie qui lui convient le mieux.

**François Ndengwe** *Comment le Liban contrôle ou limite l'activité ou l'implantation des banques étrangères au Liban ?*

Nous sommes un marché ouvert. Les banques étrangères peuvent ouvrir des succursales, elles sont sur le même pied que les autres. De nombreux étrangers travaillent avec le Liban et nous entretenons de bonnes relations.

**Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire, membre du CES) :** *Qui vous nomme ? Les équilibres religieux et politiques ont-ils une influence sur le fonctionnement de la Banque Centrale ?*

La coutume veut que le gouverneur soit un chrétien maronite. Il est entouré de quatre vice-gouverneurs, un chiite, un druze, un musulman et un arménien. Cette représentation confessionnelle donne de la stabilité, il n'y a jamais eu de scission, même lors de crises aiguës. Nous entretenons des accords de coopération et des échanges avec les autres banques centrales arabes. Des réunions ont lieu deux fois par an avec le Fonds Monétaire Arabe. Mais, il ne peut y avoir de comparaison avec la Banque Centrale Européenne. Nous en sommes encore au stade du dialogue.

**Paul Drezet (Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes) :** *La Banque Centrale est-elle soumise à un contrôle ?*

Non, aucun contrôle.

**Serge Raffet (Administrateur de sociétés) :** *Quelles sont les relations du Liban avec Israël et les Palestiniens, ceux des camps, de Gaza et de Cisjordanie ?*

Le Liban n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël. La paix n'a pas été signée. Beaucoup de Palestiniens vivent au Liban, dans des camps de réfugiés. Tous les Libanais souhaitent que les Palestiniens puissent vivre en paix, en Palestine.

**Marie-Clotilde Hingray**

*(Propos non revus par les intervenants)*

# « LA SOCIAL-DEMOCRATIE A-T-ELLE ENCORE UN AVENIR EN EUROPE ET DANS LE MONDE ? »

## Avec François Hollande

---

**Le mardi 19 janvier, dans les salons du Sénat, l'ancien Premier secrétaire du Parti socialiste François Hollande, était l'invité de Géostratégies 2000, autour d'un petit-déjeuner consacré à l'avenir de la social-démocratie. Analysant les raisons du déclin relatif de ce mouvement dans les principaux pays européens, François Hollande a toutefois réaffirmé sa confiance dans ce modèle politique, tout en reconnaissant la nécessité de réformes. Il a aussi plaidé en faveur d'un nouveau contrat européen pour la social-démocratie, solution indispensable, selon lui, pour affronter les enjeux de ce XXI<sup>ème</sup> siècle.**

La social-démocratie, confrontée à de sérieux défis, se doit de réagir, constate François Hollande, à la fois lucide et déterminé. Le recul électoral qui touche toutes les familles social démocrates (excepté en Grèce, en Espagne et au Portugal), constitue un premier symptôme. L'effondrement du Mur de Berlin, la fin du communisme ont changé la donne idéologique, et réorganisé le monde. Notre famille politique se retrouve sur la défensive, affaiblie, par ailleurs, par la financiarisation de l'économie. Les problèmes de société et de sécurité s'exacerbent avec l'augmentation des flux migratoires, la montée de l'islam. Les préoccupations écologiques arrivent sur le devant de la scène. De nouvelles interrogations se font jour, auxquelles la droite semble mieux préparée à répondre. Paradoxalement, cet affaiblissement social démocrate se produit au moment où le capitalisme traverse une crise très sévère, où le libéralisme se heurte à ses propres excès, constate François Hollande, qui remarque, au passage, que les gouvernements de droite se mettent à prôner des solutions qui leur sont souvent éloignées, comme l'interventionnisme de l'Etat ou les nationalisations. Pourtant, les questions qui étaient au cœur de la réflexion social-démocrate au 19<sup>ème</sup> siècle, sont toujours d'actualité. Qu'il s'agisse de l'aspiration auto gestionnaire, de l'internationalisation, du souci de la planète et des générations futures, d'un retour vers une solidarité plus générale. Les principes de laïcité, que notre parti a toujours soutenus en France, sont regardés avec intérêt par les pays européens, pour contrer les excès du fondamentalisme. Une évolution a lieu également au plan mondial. Les mouvements communiste et socialiste ne sont plus organisés au niveau international. Les nations ont repris leur avantage, plus personne ne se donne comme perspective une influence qui dépasse les frontières. On se fonde davantage sur des critères personnels ou de puissance, le pragmatisme et la force de conviction semblent l'emporter.

### **ADAPTER NOS VALEURS, MODERNISER NOTRE PENSEE**

Ces facteurs sont très encourageants pour la social-démocratie, souligne François Hollande. On a toujours besoin, face à un ordre donné, d'interpellations critiques. La crise a obligé les intellectuels à regarder de manière différente les fonctionnements du système. La mondialisation débridée est contestée, la finance ne peut plus être considérée comme une source de stabilité. L'allocation optimale des ressources en fonction de l'efficacité de l'entreprise et de l'individu est remise en cause. Une exigence de régulation, d'intervention et de maîtrise s'est imposée, face au désordre des marchés. La crise refonde la légitimité du modèle social démocrate, se réjouit François Hollande, mais pour rebondir, il doit réformer ses valeurs. Le progrès ne doit plus être assimilé à une croissance quantitative traditionnelle. Il faut produire plus, mieux et différemment. Une partie des écologistes conteste même l'idée de croissance. D'ailleurs, les indicateurs de richesse et de développement changent pour le calcul du PIB. Les progrès culturels, le bien-être de la population sont maintenant pris en compte. La notion d'égalité doit également être repensée. Elle ne doit plus reposer uniquement sur une conception redistributive. L'intervention de l'Etat, par le biais de la fiscalité et des services



publics, étant de plus en plus critiquée. Il faut réconcilier le lien individuel et collectif, et démontrer que la réussite ne se fait pas contre les autres, mais qu'elle est nécessaire à la prospérité de tous. La laïcité, instaurée avec la loi de 1905, doit s'adapter au contexte actuel, celui d'une société à la fois moins religieuse et plus religieuse. Il faut élaborer une nouvelle doctrine, qui permette de mieux vivre ensemble, qui réponde aux excès (comme celui de la burqa), par le compromis et le rassemblement. Les outils des sociaux démocrates, comme la régulation pour la croissance, et la répartition pour les entreprises, doivent impérativement se moderniser, souligne François Hollande. Quelle doit être la part des salaires par rapport au profit ? Quel rôle pour l'Etat providence ? Autant de sujets qui doivent déboucher sur des réponses. Il faut trouver de nouveaux procédés pour stimuler la croissance, beaucoup trop faible. Imaginer un nouveau compromis social, avec des rémunérations qui dépendent plus des résultats, revoir le niveau des prélèvements obligatoires qui deviennent inacceptables et sont de plus en plus perçus comme injustes. L'Etat doit devenir stratège, le service public s'assouplir. En dépit du vieillissement de la population et de la hausse du chômage, la spirale des dépenses doit s'inverser. Il est également nécessaire d'introduire un certain degré de personnalisation. Le thème de la durée du travail doit être revisité, compte-tenu de l'allongement de la durée de vie. Il faut aussi s'attaquer à la fiscalité, qui a trop perdu son caractère progressif. Il n'est pas normal que la CSG soit la taxe qui rapporte le plus.

## **CREER UNE STRUCTURE EUROPEENNE**

Si nous parvenons à être à la hauteur de ces enjeux, alors un nouveau contrat européen pourra être proposé, affirme François Hollande. A l'inverse de la droite, qui n'a pas besoin d'être structurée, qui est dans la mobilité et le pragmatisme et qui s'appuie sur le libéralisme, une idéologie de la réalité, nous ne pouvons nous développer sans organisation, sans liens de pays à pays. C'est ce qui explique notre échec actuel. Il n'y a pas assez de cohérence, de cohésion dans le cheminement social démocrate européen. Nous souffrons, parallèlement, d'une position délicate en France. Le parti socialiste n'a jamais dominé la gauche française. Jusqu'en 1970, les communistes s'octroyaient 20% des suffrages. Il doit maintenant affronter une concurrence sévère, de la part de l'extrême-gauche et des écologistes, notamment. Nous devons nous retrouver en position de force, sinon, il sera difficile de redonner une dynamique à la sociale démocratie européenne, conclut François Hollande. Notre mouvement ne doit plus être uniquement basé sur la résistance et la défense, il doit s'imposer en tant que système de pensée et de gestion original, où il y aurait certes place pour les contradictions, mais qui doit aussi savoir faire la preuve de son unité.

**Comme à l'accoutumée, l'intervention de François Hollande a été suivie d'un débat riche et passionné, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000**

*Jean-Pierre Dupont (Conseiller d'Etat en service extraordinaire) : Ne faut-il pas réaffirmer la valeur historique qu'est l'internationalisme pour la sociale démocratie ? Que peut apporter le socialisme territorial ?*

L'internationalisme est au cœur de notre mouvement et c'est là que le recul a été le plus lourd. Il y a eu une période où 10 des 15 pays membres de l'Union Européenne étaient sociaux démocrates, mais rien ne semblait les réunir. Les Travailleurs britanniques se montrent trop libéraux, les Français trop interventionnistes, les Allemands placent trop d'espoir dans leurs syndicats. Nous devons retrouver des points communs. Le socialisme local a beaucoup influencé notre mouvement. Mais cela ne suffit pas de détenir des régions, des agglomérations, et des villes. C'est une erreur fatale de le croire. En revanche, il est judicieux de tirer des enseignements de ce qui est fait au plan local. Nous avons su faire preuve d'inventivité, pour tout ce qui touche au développement durable, aux interventions auprès des PME., à la modernisation des établissements scolaires. Cette stratégie doit se retrouver dans les programmes nationaux. Il nous faut un leader, des alliances et des propos pertinents.

**Pierre Lepetit (consultant) :** *La sociale démocratie ouvre un avenir et une ambition si elle traite des problèmes de société sur le long terme, et non le court terme. Quelle est votre opinion ?*

Je suis un Européen convaincu, mais j'imaginai une Europe intégrée autour de quelques pays, avec une politique extérieure commune. Or, c'est un autre modèle, celui d'une Europe très large qui a prévalu. Comment pouvons-nous agir dans ce cadre ? Il faut y faire progresser la sociale démocratie, lui donner une certaine force. Il faudrait aussi développer une Europe d'avant-garde (avec quelques pays sur certains sujets), une stratégie monétaire et une diplomatie cohérente. Nous devons mener une réflexion sur ce que nous voulons faire ensemble en Europe et en France.

**Malika Sorel-Sutter (Membre du conseil d'administration de Géostratégies 2000) :** *Les difficultés rencontrées par la sociale démocratie ne viendraient-elles pas du fait qu'elle n'est plus ni sociale, ni démocrate ? Classes moyennes délaissées, expression des citoyens bâillonnée sur les questions de société.*

Nous vivons dans une société, où la défiance est très grande envers les pouvoirs politiques et les systèmes économiques. Les acteurs les plus dynamiques, comme les cadres, connaissent eux aussi le doute. Notre système de redistribution crée des jalousies, une frustration. Les classes moyennes ont l'impression de payer trop pour les classes populaires. A une échelle plus basse, les hausses de Smic créent aussi des inquiétudes. Il faut redonner de la transparence et de la clarté. Réformer la fiscalité, pour que chacun sache qui paie et qui reçoit. C'est ainsi que l'on pourra refonder un pacte national.

**Raymond Douyère :** *Avez-vous des propositions concrètes concernant la réforme fiscale ? L'économiste Juillard propose une renationalisation du système du crédit ? Qu'en pensez-vous ?*

Retrouver la maîtrise du crédit est une clé essentielle pour un pays ; car l'argent est cause de dérèglement. Faut-il pour autant nationaliser le crédit ? De par la composition de son actionnariat, cet établissement aurait la confiance de l'épargnant, et constituerait un facteur d'équilibre. Donc, cela pourrait être positif, mais la prudence s'impose, car la concurrence et le marché ont aussi des avantages, et sont nécessaires à une bonne marche de l'économie.

**Régis Paraque (Inspecteur Général des Finances, Conseiller au cabinet du Président du Conseil Economique et Social) :** *Serait-il intéressant d'établir un lien entre les monnaies et un panier de matières premières ? Le FMI ne pourrait-il pas étudier la question ?*

Nous sommes actuellement dans le pire des systèmes monétaires internationaux. Le dollar fluctue en fonction de la puissance américaine. La Chine s'est arrimée au dollar et a donc le même système monétaire fluctuant. L'idée d'un panier de matières premières pour fixer le niveau des monnaies me semble utopique. Je suis plus favorable à des marges de fluctuation entre les principales monnaies du monde. Mais, bien sûr, cela supposerait une intervention concertée des Banques centrales, ce qui serait un gros progrès.

**Participant inconnu :** *Envisagez-vous de supprimer les niches fiscales ?*

J'encourage un système fiscal simple. Avec une base très large, qui prend en compte tous les revenus (capital compris). Il y aurait un taux minimal, puis une progressivité (plus ou moins grande selon la philosophie du parti politique au pouvoir). Ceci donnerait plus de clarté. Il faut supprimer les niches fiscales, notamment les 10 milliards d'euros d'aide au logement. Cela fausse la progressivité. Si on veut soutenir le logement, mieux vaut avoir recours à une intervention directe.

**François-Xavier Martin (Président du Crédit X-Mines, Secrétaire Général Trésorier de Géostratégies 2000) :** *Quelles méthodes préconisez-vous pour démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur ?*

La démocratisation ne doit pas être synonyme de perte d'égalité face aux concours, ni de dévalorisation du système. Sciences Po a ouvert la voie et a réussi. Elle accueille des boursiers et des lycéens de banlieues, admis grâce à des procédures parallèles. On pourrait aussi augmenter le nombre d'étudiants dans les grandes écoles scientifiques, multiplier les passerelles entre universités et grandes écoles.

***Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : Comment résoudre le problème des retraites, dans un contexte de déficit budgétaire et d'endettement extrêmes ?***

Nous sommes coupables de négligence envers nos déficits. Il ne faut pas compter sur l'inflation pour régler le problème de l'endettement. On ne peut se permettre de punir les épargnants. Si la reprise se confirme, les besoins de capitaux vont augmenter, et par conséquent, les taux d'intérêt. Les charges de la dette vont devenir le premier budget du pays. Il ne pourra pas y avoir de promesses électorales démesurées en 2012, car il faut absolument s'attaquer aux déficits accumulés et futurs, et ceci dans le souci de la plus grande justice. Les retraites par capitalisation n'ont plus le vent en poupe. Il faut produire plus et générer une nouvelle croissance, ce sera la meilleure façon de rembourser nos dettes. Il faut allier le pari productif et technologique à une exigence de redistribution.

***Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées au Sénat) : Quel jugement portez-vous sur les débuts de Barack Obama ?***

Il ne faut pas être dupe. Son élection ne correspondait pas à une mobilisation idéale du peuple américain, qui voulait surtout montrer son rejet de Georges Bush. Toutefois, Barack Obama porte une espérance. Il ne s'inscrit pas en rupture. Il poursuit le mythe américain, étant lui-même symbole de ce rêve américain. Mais, il doit affronter des réalités difficiles, comme le retrait d'Irak, d'ailleurs initié par son prédécesseur, et l'intensification du problème afghan, l'escalade militaire. Il va demander de nouveaux efforts aux Européens, qui risquent de refuser, et se trouver face à dilemme. Sur le plan intérieur, il a réussi à faire passer la réforme de l'assurance maladie, mais les déficits publics considérables ne pourront être résorbés sans une politique de grande rigueur, ce qui sera douloureux à faire accepter, même dans son électorat. Aujourd'hui, il n'y a plus d'hyper puissance américaine, c'est la Chine qui a tendance à jouer ce rôle, comme on s'en est aperçu au Sommet de Copenhague. D'ailleurs, Hilary Clinton, lors de sa visite à Pékin, n'a pas évoqué les questions des droits de l'homme. Les difficultés du Président Obama et des USA nous renvoient à nos propres difficultés, en France et en Europe.

***Général Pierre Warme (Conférencier) : Quel leader pour la sociale démocratie française ?***

Comme dans toute organisation, un leader est indispensable. Après d'âpres querelles, entre Valéry Giscard d'Estaing, Chirac et Balladur, la droite a réglé la question avec la création de l'UMP, ce qui lui permet désormais de présenter un seul candidat, malgré des contestations certaines. De plus, il est toujours plus facile pour le Président sortant d'être réélu. A gauche, la situation n'est pas la même. Le Parti socialiste est concurrencé sur tous les flancs (Bayrou, Mélenchon, les Verts...). Il nous faut donc structurer une pensée, établir des alliances, ce qui est impossible sans leadership. L'idéal serait de désigner ce leader un an avant l'échéance électorale. Le temps pour lui d'endosser véritablement ce nouveau rôle et de réaliser une mutation psychologique.

**Marie-Clotilde Hingray**

***(Propos non revus par les intervenants)***

## « C02 : UN MYTHE PLANETAIRE ? » avec Christian Gerondeau

---

**Le lundi 15 février, Géostratégies 2000 a organisé un petit-déjeuner dans les salons du Sénat autour de Christian Gerondeau, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées et ex délégué à la Sécurité routière, qui n'a pas eu peur dans son dernier ouvrage intitulé « C02, Un mythe planétaire » de critiquer ouvertement les thèses officielles concernant le réchauffement climatique. Quelques semaines après l'échec du Sommet de Copenhague, et alors que les gouvernements sont appelés à intégrer les questions environnementales dans leur politique économique, Christian Gerondeau s'est efforcé de nous persuader que les activités humaines n'avaient guère d'incidence sur le climat. Une voix discordante et surprenante qui nous interpelle et éclaire d'un jour nouveau notre perception des grands enjeux de ce début de 21<sup>ème</sup> siècle.**

Je n'entrevois aucun risque à l'horizon, qui serait engendré par un supposé changement climatique, martèle déterminé et un brin provocateur Christian Gerondeau. Au 20<sup>ème</sup> siècle, l'élévation du niveau de la mer n'a été que de 18 cm, ce qui est tout à fait dans la norme. D'après les estimations des Nations Unies, ce rythme ne doit pas s'accroître. Je ne comprends donc pas pourquoi des îles seraient menacées de disparition ! Tous les 100 000 ans, un réchauffement se produit, précédant l'arrivée de périodes glaciaires. En ce moment, nous nous trouvons dans une ère inter glaciaire, qui a débuté il y a 100 000 ans. Sur les 1000 dernières années, le climat a varié. En l'an 1000, le Groenland, appelé alors « Greenland » était vert et les Vikings y cultivaient du blé et de la vigne et y élevaient du bétail. En revanche, du 17<sup>ème</sup> au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, le froid régnait. Sous Louis XIV, la mer gelait le long des côtes françaises. Depuis lors, on assiste à un léger réchauffement. Au 20<sup>ème</sup> siècle, les températures ont augmenté de 0,7° dans le monde. Pour ce qui est de l'élévation du niveau de la mer, il y a 12 000 ans, à la fin de la période glaciaire, la mer est montée de 120 mètres. Ces quelques chiffres permettent de relativiser les variations du climat, souligne Christian Gerondeau, avant de s'interroger sur les causes.

### UNE REALITE COMPLEXE

Depuis la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, avec la révolution industrielle, l'humanité rejette plus de gaz carbonique, en raison principalement de l'utilisation d'hydrocarbures. Ce gaz a toujours existé, mais son volume s'accroît (de 2000 milliards de tonnes à 2800 milliards). Selon la théorie qui prévaut actuellement, il réchauffe l'atmosphère et il faut donc le réduire. Je ne partage pas cette opinion, car si cela était vrai, le réchauffement climatique serait régulier et constant, or, depuis 10 ans, on assisterait plutôt à un refroidissement. Les courbes sont en dent de scie et on ne peut absolument pas parler de bouleversement. Il faudrait peut-être mieux chercher du côté du soleil et de ses variations, comme le préconisent certains scientifiques. Cela étant, si le gaz carbonique était vraiment le grand fautif, alors oui, il faudrait diviser ses émissions par deux, comme cela a été martelé par le G8, le G20 et à Copenhague. Mais, est-ce réaliste ? Aujourd'hui, les hydrocarbures engendrent 30 milliards de tonnes de CO2 par an, or, selon moi, non seulement cette proportion ne va pas diminuer, mais elle va être multipliée par deux, assène Christian Gerondeau. Aujourd'hui, la moitié des émissions de gaz carbonique sont le fait des nations développées. Mais, cela ne durera pas, compte-tenu des projets des pays émergents, et notamment de la Chine. Celle-ci met en service chaque semaine une à deux centrales de charbon de 1000 mégawatts, elle vient également de construire le gigantesque barrage des « Trois Gorges », ainsi que quelques centrales nucléaires. Son rythme de croissance est invraisemblable. Elle est désormais le premier producteur de camions, de voitures, de bateaux et se dote d'une aviation. Elle construit 5000 kms d'autoroutes par an, la consommation de carburants va exploser. Et elle n'est pas seule. L'Inde, avec un décalage de quinze ans, lui a emboîté le pas.

L'Indonésie, le Brésil, l'Afrique du Sud suivent aussi le même chemin. L'échec de Copenhague était prévisible, les objectifs surréalistes. Cela aurait donné un coup d'arrêt au développement d'une grande partie de la planète. D'ailleurs, le Président Chinois, qui l'avait bien compris, ne s'est pas déplacé. Il a dépêché son Premier Ministre, qui avait pour mission de refuser tout projet de réduction des émissions en Chine et dans le monde, ironise Christian Gerondeau. Copenhague était une mascarade, orientée autour de faux problèmes. Et en même temps, alors que des milliards d'êtres humains meurent de faim, quasiment personne n'a assisté au sommet de la FAO à Rome !

## **DES IDEOLOGIES TROMPEUSES**

On se focalise trop sur des sujets où notre impuissance est flagrante. En Asie, la disparition des glaciers de l'Himalaya, qui sont la source de tous les grands fleuves d'Asie, et qui serait prévue pour 2035, constitue une forte inquiétude. Or, cette frayeur est infondée, car après réflexion, les experts des Nations Unies se sont rendu compte qu'une faute de frappe, dans un rapport, avait modifié l'ordre des chiffres. Il ne s'agirait pas de 2035, mais de 2350 ! De toute façon, des précédents existent. En France, nos glaciers fondent depuis 1865, et en dessous, on a découvert des traces d'occupation humaine, note Christian Gerondeau, qui réfute également le mythe de la prochaine extinction des ours blancs. Pourquoi le Canada et le Groenland auraient-ils réouvert la chasse, si la situation était aussi tendue, insinue-t-il. Nous sommes sortis du rationnel, nous agissons de grandes peurs, qui ont toutes reçu un label officiel, puisque la quasi-totalité des chefs d'Etat confirment les dangers du changement climatique. Mais, tout cela a été organisé sciemment. Le Sommet de Rio a introduit la notion de développement durable, suite à une alliance entre l'ONU et des ONG comme Greenpeace et WWF (World Wide Fund). Un organisme, le GIEC, a été mis en place. Il est constitué d'experts choisis avec l'aval des ONG, et défend la thèse officielle, selon laquelle nous courons tous un grave danger si nous ne changeons pas notre mode de développement. Ce qui supposerait que la stratégie actuelle n'est pas durable, ce qui est faux, s'insurge Christian Gerondeau, exemples à l'appui. En 1900, l'espérance de vie dans les pays pauvres était de 27 ans ; en 2000, elle est de 65 ans. La mortalité infantile a chuté dans des proportions identiques. Comment expliquer ces courbes, si les options prises étaient si mauvaises ? Les mises en garde envers nos ressources naturelles ne sont pas infondées. Il est vrai qu'elles s'épuisent. Mais, nous ne devons pas sous-estimer les progrès techniques. Un milliard de voitures circulent dans le monde et utilisent en moyenne 10 litres/100 kilomètres. En France, les voitures vendues ne consomment plus que 5l/100kms. D'ici, cinq à dix ans, la perspective est de 3l/100kms. Les voitures hybrides rechargeables, qui jouissent d'une autonomie de 30 à 40 kms, font également leur apparition. La place du pétrole dans notre vie quotidienne va disparaître progressivement. Ne cherchons pas à résoudre les problèmes de demain aujourd'hui, conclut Christian Gerondeau. Du temps des dinosaures, la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère était cinq fois plus élevée que maintenant. Ne nous détournons pas des vraies priorités !

**Suite à cet exposé, parfois volontairement polémique, le débat s'est ouvert, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, et a donné lieu à des échanges très enrichissants**

*Michel Troïekouroff (Juriste d'entreprise) : Pourrait-on revenir sur l'évolution du CO<sub>2</sub> depuis 400 000 ans ?*

Il y a un rapport entre la courbe de CO<sub>2</sub> et celle des températures. Mais, celle du CO<sub>2</sub> suit celle des températures, et non l'inverse, comme le soutiennent les défenseurs du climat.

*François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines, Secrétaire Général, Trésorier de Géostratégies 2000) : Le taux de CO<sub>2</sub> ne cesse d'augmenter, mais les quantités d'hydrocarbures sont limitées. Quand atteindra-t-on le « CO<sub>2</sub> peak » ?*

L'hypothèse la plus courante se situe autour de 2100. On entrera alors dans une époque sans hydrocarbures. Les émissions disparaîtront. D'autres énergies doivent être trouvées. Le Grenelle de l'Environnement a investi 440 milliards pour les dix ans à venir. Les éoliennes représentent un coût de

3 milliards d'euros par an, alors que nous sommes en surproduction électrique. Le schéma est le même pour le photovoltaïque. Tout cela est-il vraiment justifié ? L'oxyde d'azote, le méthane produit par les bovins, ne sont-ils pas aussi des dangers, gonflant les gaz à effet de serre ? Selon Claude Allègre, la température globale est déterminée par la vapeur d'eau et les nuages qui ont un rôle régulateur. Les variations du soleil jouent aussi un rôle. En ce moment, nous sommes dans une phase de repos, comme sous Louis XIV. La science n'a encore rien arrêté.

**Jean-Louis Pierrel (Responsable des Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général Adjoint G2000) :** *Si le C02 est un mythe, les investissements pour le capter dès sa source sont-ils bien utiles ? N'y a-t-il pas un effet vertueux à consommer moins en volume, notamment pour faire face à un prévisible épuisement des combustibles fossiles ?*

Il faut économiser les énergies, car elles sont précieuses, mais pas dans l'optique de réduire les émissions de C02. Sur le plan industriel, il faut dépenser ce qui est justifié économiquement. Or, les éoliennes et le photovoltaïque supposent des subventions à coût exorbitant. La nouvelle thèse selon laquelle on réduit le C02 à la source en le captant dans la centrale et en le réinjectant sous terre, est possible techniquement, mais pas financièrement. Les centrales récemment construites dans les pays émergents refusent de payer pour ces nouvelles techniques.

**Raymond Douyère :** *Y a-t-il un intérêt réel à lutter contre les émissions de C02 ? La thèse que vous soutenez ne sous-entend-elle pas que la meilleure solution n'est autre que l'énergie électrique produite par l'énergie nucléaire ?*

La France produit peu de C02 grâce à son énergie nucléaire. Mais les écologistes y sont fortement opposés. Sous leur pression, l'Allemagne se couvre d'éoliennes mais est obligée de construire à nouveau des centrales à charbon. Un paradoxe ! L'Allemagne émet 10 tonnes de C02 par an contre 6 tonnes pour la France, et c'est l'Allemagne qu'on cite en exemple ! Par ailleurs, l'énergie nucléaire n'est pas compétitive pour les pays émergents, qui préfèrent les centrales à charbon. Elle exige des investissements plus lourds et plus longs. Leur délai de réalisation est de 10 ans, alors qu'une turbine à gaz est réalisée en un an et nécessite des investissements cinq fois plus faibles. L'énergie nucléaire restera marginale.

**Raymond Douyère :** *Quid du risque nucléaire ?*

Les mines de charbon chinoises ont tué des milliers d'ouvriers et la pollution est à l'origine de centaines de milliers de morts. Pour le nucléaire, excepté Tchernobyl qui est un cas particulier, il n'y a pas un seul mort à déplorer. Le risque est quasi-inexistant. Les déchets sont vitrifiés, mis sous quelques mètres de terre et l'opération est terminée.

**Jean-luc Lefebvre (Ingénieur de recherche stratégique de l'Ecole militaire) :** *Que pensez-vous de l'hypothèse d'un changement brutal de climat sur une courte période (une décennie), qui pourrait être causée par le bouleversement des grands courants marins ?*

Je n'ai pas d'opinion particulière, mais cela ne me semble pas très crédible. Cela n'a pas été reconnu par le GIEC, pourtant peu enclin à minimiser les risques. Pour cet organisme, comme pour l'UNEP (Département Environnement de l'ONU) et l'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) sauver la planète est devenu un substitut de religion. Ils sont dirigés par des personnes incompétentes, des représentants des gouvernements désignés par leurs ministères de l'Environnement, et des représentants d'ONG. L'échec du Sommet de Copenhague va stopper toute cette dérive. Même s'il n'ose l'avouer, le Président Obama est très satisfait de la position de la Chine. L'Europe, qui a affiché son mécontentement, ne représente qu'1/8<sup>ème</sup> des émissions mondiales de C02, ce qui est minime.

**Dominique Tulasne (Membre du Conseil de direction du groupe des Banques populaires) :** *Comment voyez-vous l'avenir de la taxe carbone ?*

C'est une fausse bonne idée. En France, le CO2 provient du chauffage, des transports et des industries. Si on taxe ces dernières, elles partiront définitivement à l'étranger. L'idée retenue est donc d'exempter les grands groupes. Pour les transports, la TIPP existe déjà depuis fort longtemps, cela revient à augmenter le prix de l'essence. En 2008, le prix du baril a flambé. La taxe était alors de plus de 100 euros par tonne de CO2 émise, or cela n'a quasiment rien changé aux habitudes de nos concitoyens. On est donc en droit de s'interroger sur l'efficacité d'une taxe à 17 euros, très utopique.

*Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat) : Quelles conséquences politiques prévoyez-vous de ces révélations ? Ne va-t-on pas vers un mécontentement qui se dirigera contre les gouvernements ?*

Le problème de la faim dans le monde est soluble. Nous assistons à un effondrement démographique de la planète. En Afrique du Nord, voici 30 ans, une femme avait 7 enfants. Désormais, cela se situe entre 1 et 2. Cela est vrai pour l'ensemble de la planète. La solution serait de produire sur place et cela est possible avec les OGM, qui constituent un grand espoir pour les pays émergents. Si on veut pousser la provocation, ne pourrait-on dire que plus de CO2 dans l'atmosphère, améliorerait la végétation ? C'est en tous cas ce qui se pratique dans les cultures sous serre. Lorsque l'on veut plus de rendement, on injecte du CO2... Dans le concert des chefs d'Etat, un seul se montre très méfiant à l'égard des thèses sur le changement climatique. C'est le Président de la République Tchèque. Nous sommes pris dans un engrenage. Il n'est pas envisageable de ne pas voter Grenelle, mais ces mesures ne tiennent pas debout. Qui va oser dire la vérité ? La Chine, l'Inde ? En tout cas, dans nos démocraties, il faudra attendre de nouvelles élections, car nos dirigeants se sont trop impliqués. Toutefois, les mentalités se mettent à évoluer. On parle d'un « climate gate ». De plus en plus de scientifiques se rendent compte d'un manque de transparence au GIEC. L'opinion publique commence à basculer aux Etats-Unis (les Républicains ne veulent plus entendre parler de nouvelles subventions). Il en va de même en Grande-Bretagne.

**Marie-Clotilde Hingray**

**(Propos non revus par les intervenants)**